Repositório ISCTE-IUL

Deposited in *Repositório ISCTE-IUL*:

2024-10-24

Deposited version:

Accepted Version

Peer-review status of attached file:

Peer-reviewed

Citation for published item:

Berger, E. (2023). Quel modèle juridique pour la république ?: Étude des vues des citoyens adressées à la commission des onze (floréal an III - brumaire an IV). In Iain Chevalier, Jean d'Andlau, Hervé Leuwers et Côme Simien (Ed.), *Quelle République pour la nation?: (1770-1820)*. (pp. 101-108). Paris: Société des Études Robespierriistes.

Further information on publisher's website:

<https://searchworks.stanford.edu/view/in00000031237>

Publisher's copyright statement:

This is the peer reviewed version of the following article: Berger, E. (2023). Quel modèle juridique pour la république ?: Étude des vues des citoyens adressées à la commission des onze (floréal an III - brumaire an IV). In Iain Chevalier, Jean d'Andlau, Hervé Leuwers et Côme Simien (Ed.), *Quelle République pour la nation?: (1770-1820)*. (pp. 101-108). Paris: Société des Études Robespierriistes.. This article may be used for non-commercial purposes in accordance with the Publisher's Terms and Conditions for self-archiving.

Use policy

Creative Commons CC BY 4.0

The full-text may be used and/or reproduced, and given to third parties in any format or medium, without prior permission or charge, for personal research or study, educational, or not-for-profit purposes provided that:

- a full bibliographic reference is made to the original source
- a link is made to the metadata record in the Repository
- the full-text is not changed in any way

The full-text must not be sold in any format or medium without the formal permission of the copyright holders.

Quel modèle juridique pour la République ?
Etude des *vues* des citoyens adressées à la commission des Onze
(floréal an III-brumaire an IV)

Emmanuel Berger

Dans le cadre de cet article¹, j'ai souhaité étudier la nature et les principes du modèle juridique de la République à partir des mémoires que plusieurs centaines de citoyens ont envoyés à la Convention à partir du 1^{er} floréal an III (30/04/1795). Ces *vues* étaient adressées à l'invitation de la commission des Onze dans le but de contribuer à l'élaboration des lois organiques de la Constitution de 1793². A partir de l'analyse des mémoires, il convient tout d'abord de déterminer s'il est possible d'identifier un modèle juridique républicain dont les principes seraient radicalement différents du modèle juridique fondé par l'Assemblée constituante et, dans l'affirmative, s'il existe un modèle unique de justice républicaine ou au contraire une pluralité de modèles. Ces questions ne sont en réalité pas neuves et plusieurs historiens du droit ont déjà tenté d'y répondre. C'est ainsi que, pour Jean-Pierre Royer, le modèle juridique porté par la Constitution de 1793 se caractériserait par sa nature populaire et non-professionnelle, de même que par des institutions judiciaires aussi limitées et souples que possibles³. Concrètement, ce modèle se définit par le recours au jury en matière civile et/ou pénale, à l'arbitrage et à la justice de paix. Ce serait, en un mot, une justice fondée sur la participation immédiate de citoyens non professionnels.

Il me semble cependant nécessaire d'interroger l'originalité de la nature populaire de la justice républicaine dans la mesure où elle était déjà présentée en 1791 comme la pierre angulaire du modèle juridique créé par les Constituants. En effet, le jury, l'arbitrage et la justice de paix sont des innovations de 1791 qui sont maintenues dans les Constitutions de 1793 et de 1795. La principale différence entre ces constitutions réside dans le fait qu'en 1793, le nombre d'articles consacrés à la justice est limité. On en compte à peine 16 contre 27 pour la Constitution de 1791 et 71 pour la Constitution de 1795. Ce nombre restreint d'articles a pour conséquence d'accroître la visibilité de la nature populaire du modèle juridique. On se trouve cependant plus face à la confirmation du principe populaire qu'en présence de sa création. Quant au faible développement des institutions et des procédures judiciaires décrites dans la Constitution de 1793, cette situation semble s'expliquer par le fait que les Conventionnels aient considéré suffisant de rappeler les principaux acteurs de la justice populaire tels que les jurés, les arbitres et les juges de paix.

Le caractère général des articles consacrés à la justice par la Constitution de 1793 contribua à justifier l'élaboration des fameuses lois organiques qui aboutiront à l'adoption de la Constitution de 1795. Sur ce sujet, il est important de rappeler que lorsque, par son décret du 29 germinal an III (18/04/1795), la Convention invita les citoyens à participer à l'élaboration des lois organiques, il n'était pas encore question de fonder une nouvelle constitution. Elle

¹ ORCID iD: 0000-0003-2797-7199. Emmanuel Berger est chercheur de la Fundação para a Ciência e tecnologia (FCT), détaché auprès du Centro de Investigação e Estudos De Sociologia (CIES) de l'Instituto Universitário de Lisboa (ISCTE-IUL).

² Les mémoires étudiés sont conservés aux Archives nationales (AN ci-après) sous les cotes C226 à 232. Ils ont fait l'objet d'une première étude de la part de Françoise Brunel (Brunel Françoise, « Aux origines d'un parti de l'ordre : les propositions de constitution de l'an III », dans Jean Nicolas (dir.), *Mouvements populaires et conscience sociale. XVIIe-XIXe siècles*, Paris, Maloine s. a. éditeur, 1985, p. 687-695).

³ Royer Jean-Pierre, « Le "pouvoir judiciaire" dans la Constitution de 1793 », dans Jean Bart, Jean-Jacques Clère, Claude Courvoisier, Michel Verpeaux (dir.), *La Constitution du 24 juin 1793. L'utopie dans le droit public français ?*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1997, p. 307-319.

prenait initialement pour base le texte de la Constitution de 1793. Et cela restera le cas jusqu'au discours de Boissy d'Anglas prononcé le 5 messidor an III (22/06/1795).

Dans ce contexte de continuité avec la Constitution de 1793, 884 mémoires furent envoyés à la commission des Onze entre floréal an III et brumaire an IV⁴. Parmi ces mémoires, 14% (124) concernent partiellement ou entièrement la justice. Ce pourcentage atteint cependant 20% (124/617) si l'on tient compte uniquement du nombre d'auteurs⁵. Cette proportion est révélatrice de l'intérêt porté au pouvoir judiciaire et ce en dépit ou peut-être à cause du faible nombre d'articles que la Constitution de 1793 lui consacre. Les mémoires sont de différente nature. Ils vont du plan constitutionnel imprimé et commenté en 150 pages à la lettre manuscrite abordant un point particulier de l'organisation judiciaire. Parmi les 124 mémoires portant sur la justice, un tiers (42) a été adressé avant le discours de Boissy d'Anglas, contre deux-tiers (85), après son discours. Parmi ceux-ci, une majorité ont été envoyés après l'adoption de la Constitution le 5 fructidor an III (22/08/1795). La continuité des envois après la promulgation de la Constitution de l'an III s'explique d'une part par le fait que les citoyens restaient dans une dynamique de contribution à l'élaboration de lois organiques cette fois non plus de la Constitution de 1793 mais de l'an III, d'autre part par l'effroi provoqué par la suppression des tribunaux de district. A partir du moment où cette suppression est entérinée, on assiste véritablement à une ruée citoyenne pour réclamer la désignation de sa ville comme siège du tribunal civil, nouvelle juridiction succédant au tribunal de district.

Avant d'entrer dans le contenu des mémoires, il importe de préciser que si certains d'entre eux mentionnent clairement dans leur titre une orientation juridique, aucun n'établit de manière évidente un lien entre le plan de justice présenté et l'idée de République. Cela signifie que l'on trouve des mémoires intitulés, par exemple, *Idées sur l'administration de la justice*⁶ ou *Projet sur l'organisation des administrations et des tribunaux*⁷ mais pas de textes proposant des « Idées sur l'administration de la justice républicaine » ou un « Projet sur l'organisation républicaine des administrations et des tribunaux ». Le caractère général des intitulés n'est pas anodin. Il témoigne d'une filiation entre les principes énoncés dans le modèle juridique de la Constituante et ceux débattus sous la Convention. De fait, l'écrasante majorité des projets analysés ne remettent pas en question les institutions judiciaires fondées par la Constitution de 1791. Dans cette logique, la plupart des textes ne se présentent pas sous la forme d'un discours idéologique défendant les vertus d'une justice républicaine mais sous la forme d'un exposé technique relatif à l'organisation d'une ou de plusieurs institutions judiciaires. L'aridité des projets n'est pas sans rappeler les critiques que l'on a pu faire à l'égard de la faible qualité des interventions des Conventionnels lors des débats sur la Constitution de l'an III. Toutefois, comme l'a souligné Michel Troper⁸, la prétendue médiocrité des interventions est sans doute avant tout révélatrice de l'acceptation et de l'appropriation des principes politiques énoncés par l'Assemblée constituante. Ce processus de réappropriation semble également être à l'œuvre dans les mémoires envoyés à la commission des Onze et explique l'absence de grands discours autour d'une justice républicaine.

⁴ Ces 886 mémoires constituent une source exceptionnelle dans la mesure où ils permettent de connaître l'opinion de plusieurs centaines de citoyens sur l'organisation politique et sociale de la France depuis le début de la Révolution. Les mémoires présentent notamment le témoignage rare de non-professionnels sur l'organisation et l'exercice de la justice révolutionnaire jusqu'à l'avènement du Directoire.

⁵ Pour une étude statistique plus générale des mémoires, voir Brunel Françoise, *ibidem*.

⁶ AN C228, mémoire n°241.

⁷ AN C228, mémoire n°192.

⁸ Troper Michel, *Terminer la Révolution. La Constitution de 1795*, Paris, Fayard, 2006.

Pour comprendre tant la forme que le fond des mémoires, il convient de garder à l'esprit le fait que les citoyens étaient invités par l'article 5 du décret du 29 germinal an III (18/04/1795) à *communiquer leurs vues, tant sur les dispositions, le développement dont la constitution est susceptible que sur la meilleure organisation du gouvernement*. Le champ de réflexion laissé aux citoyens était donc large mais celle-ci devait clairement s'appuyer sur la Constitution de 1793. Lorsque l'on analyse les 16 articles consacrés au pouvoir judiciaire par cette constitution, il apparaît que le modèle juridique s'organise autour de quatre institutions: les arbitres privés et publics, les juges de paix, les jurés d'accusation et de jugement et le tribunal de cassation. Or, à l'exception des arbitres publics, ces quatre acteurs ou institutions étaient déjà présents dans la Constitution de 1791. Les premiers mémoires seront dès lors élaborés à partir d'un canevas qui consiste en un rappel des principes d'organisation de la justice telle que les Français l'expérimentent depuis la Constituante.

Si le plan d'organisation judiciaire de la Constitution de 1793 constitue bien le point d'appui des mémoires, un projet de suppression des districts et de création des municipalités de canton va considérablement influencer leur contenu. Dans l'historiographie révolutionnaire, la disparition des districts est liée à l'adoption de la Constitution de l'an III. Toutefois, si celle-ci met en effet un terme au district, il convient de rappeler que Pelet de La Lozère s'interroge, dès le 19 germinal an III (08/04/1795), sur la pertinence de conserver cette subdivision territoriale et suggère la création des municipalités de canton. Dans son discours consacré à *la situation intérieure et extérieure de la République*, Pelet réclame la mise en œuvre des lois organiques tout en soulignant la nécessité de réformer la Constitution de 1793. Son point de vue est explicite : *vous ne croyez pas sans doute que les auteurs de la constitution de 1793 aient le privilège de l'infailibilité ; vous ne croyez pas que l'examen et la réflexion ne puissent la corriger utilement pour le bonheur public : vous devez donc vous occuper de ces corrections importantes et les présenter à la sanction du Peuple souverain*⁹. Même s'il s'en défend, l'ensemble de ses propositions remettent directement en question l'existence même de la Constitution de 1793. Le discours de Pelet a été imprimé, diffusé et manifestement bien reçu. En effet, la majorité des mémoires envoyés antérieurement au discours de Boissy d'Anglas demandent la suppression des districts et la création des municipalités de canton. Leurs auteurs ne cachent d'ailleurs pas leur source d'inspiration. Jacques-Albert Leger, juge de paix du canton de Tanlay, dans l'Yonne, reconnaît notamment s'être appuyé sur le rapport de Pelet afin de déterminer *si on ne supprimerait pas les 44000 municipalités de la France ou si on en conserverait qu'une par chef-lieu de canton, si les administrations de district ne seraient pas aussi supprimées*¹⁰. Toutefois, la proposition de Pelet avait un inconvénient sérieux sur le plan judiciaire : elle supprimait le tribunal du district qui jugeait, en première instance, les affaires civiles dont la valeur du préjudice était plus élevée que celles passibles de la justice de paix. Le tribunal du district était également compétent pour juger les appels des justices de paix de même que les appels circulaires des autres tribunaux de district. Enfin, il entérinait les décisions arbitrales et celles des tribunaux de famille¹¹. En matière pénale, le jury d'accusation était dirigé par un juge du district qui le réunissait au siège du tribunal¹².

Comme on peut le voir, les compétences du tribunal du district étaient considérables. Aussi, fallait-il déterminer comment et par quelle institution remplacer cette juridiction. Lors de son

⁹ *Gazette nationale ou le moniteur universel*, n° 202, 22 germinal an III (11/04/1795), p. 823.

¹⁰ AN C227, mémoire n° 12.

¹¹ Loi des 16-24 août 1790.

¹² Loi des 16-29 septembre 1791. Créé sur le modèle du *grand jury* anglais, le jury d'accusation décidait s'il existait des indices suffisants de culpabilité pour renvoyer le prévenu devant la juridiction criminelle de jugement (Berger Emmanuel, *La justice pénale sous la Révolution. Les enjeux d'un modèle judiciaire libéral*, Rennes, PUR, 2008).

discours du 19 germinal an III (08/04/1795), Pelet suggérait déjà la solution qui sera finalement retenue lors du vote de la Constitution de l'an III, à savoir la création d'un tribunal civil départemental qui reprendrait les compétences civiles des tribunaux de district. Cette solution contrevenait cependant au modèle juridique des Constituants de 1791 conçu comme, ce que l'on pourrait appeler, une « justice populaire de proximité ». Pour les justiciables, il était en effet autrement plus difficile de se rendre au siège du département plutôt qu'au siège du district, que ce soit en terme de temps ou de coût. Les auteurs des mémoires étaient bien conscients de cet inconvénient. Un certain Fouriel, de la Gironde, écrit à propos des tribunaux civils : *dans aucun cas l'on ne peut les réduire à un seul par département. Tous les vices de l'Ancien régime parlementaire revivraient à la fois et ce serait un sacrifice des campagnes fait aux grandes villes. (...) Un homme aujourd'hui ne vit pas un seul jour à l'auberge, ne découche pas une seule nuit sans qu'il lui en coûte des sommes*¹³. Pour le citoyen Haumont, de la Roche-Sauveur, *il serait bon que les tribunaux civils fussent plus multipliés et le nombre de juges diminué dans ce cas; ce serait alors rapprocher plus les justiciables de leurs juges et alors aussi les frais de déplacement seraient moins considérables pour les parties plaidantes. Le riche dans le cas de la Constitution a trop d'avantages sur le pauvre pour aller plaider si loin de son domicile*¹⁴.

Face aux inconvénients causés par la création d'un tribunal civil unique et éloigné, les mémoires privilégient d'autres solutions qui permettraient non seulement de préserver mais, mieux encore, de renforcer la justice populaire de proximité. Les solutions avancées sont principalement de trois types :

La première consiste à élargir les compétences des juges de paix. Le président du district de Tulle écrit à ce propos: *je pense aujourd'hui qu'il ne faudrait pas restreindre la compétence des tribunaux cantonniers. Une cause de 4 ou 500 livres peut être aussi difficile à juger et peut présenter des questions aussi compliquées et aussi délicates qu'une cause de 50000 livres. (...) Au surplus on favoriserait, par-là, les riches qui jouiraient de deux degrés de juridiction tandis que les pauvres n'en auraient qu'un. Je croirais donc qu'il faudrait donner au tribunal cantonnier, la faculté de juger en dernier ressort et sans appel, toutes les causes mues dans son canton et en supprimant tous les tribunaux de district, ne point créer un tribunal supérieur civil composé de 7 juges*¹⁵. La deuxième solution réside dans le renforcement de l'arbitrage. Pour Rousselle, administrateur à Aubenas, *si l'on considère ensuite l'administration de la justice et la multitude de tribunaux de district que la nation paye, on aperçoit encore un autre objet d'économie bien important qui s'opérerait par leur suppression mais dira-t-on comment les remplacer? La Convention elle-même en a trouvé les moyens dans ce projet qui y a été présenté et qu'elle paraît vouloir en établissant le recours aux arbitres auxquels on ne pourrait se refuser. Cette sage institution qui coupe la racine de la chicane, cette plante parasite qu'on n'a pu détruire jusqu'ici, est peut-être le plus grand bienfait de la Constitution. Par cet ordre, la République y gagne et les justiciables puisqu'ils se trouvent à l'abri des frais dispendieux et multipliés de la procédure, et qu'ils ont la faculté de choisir pour juges ceux en qui ils ont le plus confiance et qui peuvent réunir le plus de lumières et de probité*¹⁶. Enfin, une troisième

¹³ AN C227, Mémoire n°57.

¹⁴ AN C230, Mémoire n°522.

¹⁵ De même, le greffier de la justice paix de Vimoutier, dans l'Orne, écrit : *A cette réforme je joindrais celle des tribunaux de district. Que font-ils que l'on ne pourrait pas faire dans une plus petite sphère? Composés de gens de loi affamés et voraces, quel serait le tribunal de canton où la justice se rendrait plus ou aussi ignominieusement? Qu'on demande à un justiciable de qui il a plus à se louer, d'un juge de paix de canton ou du tribunal de district? Quelle épargne pour le trésor public ainsi que pour le peuple! Quel don même pour celui-ci!* (AN C227, mémoire n°88).

¹⁶ Un homme de loi nommé Cappé écrit, à cet égard : *il conviendrait à mon avis de déterminer les degrés de juridiction à deux, 1° en augmentant la compétence des juges de paix, sauf l'appel devant les arbitres publics, 2°*

voie consiste à créer une nouvelle circonscription judiciaire par la réunion de plusieurs cantons. Pour le citoyen Aveline, du Calvados: *l'habitant des campagnes qui quitte ses travaux se ruine en dépenses et voyages inutiles et après s'être morfondu vingt fois à la porte du juge, de l'avocat et du procureur, il est obligé de tout abandonner, en maugréant contre le gouvernement, ne voyant que des lois dans des recueils et point de nerf pour faire administrer la justice. L'anéantissement des tribunaux de district et l'établissement des arbitres publics couperaient la racine à ces maux. Qu'on les circoncrive dans trois ou quatre cantons dont la réunion conserverait ce nom*¹⁷.

En défendant le renforcement des compétences des juges de paix et des arbitres de même que le maintien d'une juridiction de taille intermédiaire entre le canton et le département, les citoyens soutiennent l'affermissement des fondements d'un modèle juridique populaire et de proximité énoncés dès 1791. Cet objectif est également visible en matière pénale à travers l'institution du jury populaire. Plusieurs mémoires proposent en effet de rapprocher le jury d'accusation du justiciable en le transférant du siège du district vers celui du canton¹⁸. D'autres suggèrent d'étendre le principe de l'élection en faisant présider le jury d'accusation par le juge de paix¹⁹ ou par un directoire composé de plusieurs membres élus²⁰. Le jury populaire est en réalité clairement compris comme un des modes d'exercice de la citoyenneté. Pour Raymond Rozier, de Clermont-l'Hérault, *les jurés donnent tôt ou tard naissance à la liberté, mais assurent encore tous les biens. Tant d'autres ont fait connaître parfaitement l'importance de cette institution que je n'y ajouterai plus de réflexion. Je dirai seulement que leur nomination doit être faite par le peuple, avec toute l'attention que mérite un objet si conséquent et par lui-même et par ses effets. Tous les électeurs de chaque section, doivent être appelés comme jurés à tour de rôle et par la voie du sort. C'est un sûr moyen d'avoir de bons choix et de remplir le but de cette institution qui exige absolument la nomination du peuple ; sans quoi les jurés n'en ont que le nom*²¹. Le soutien apporté au jury se traduit par un élargissement ses compétences aux matières civiles²² et correctionnelles²³. Dans la logique d'un modèle juridique populaire, le mémoire anonyme envoyé en fructidor an III (08/1795) constitue sans doute le projet le plus abouti puisqu'il prévoit, outre un jury criminel, un jury de commerce et un jury maritime, l'élection des jurés par l'assemblée électorale du district sur présentation des assemblées primaires²⁴. Le jury populaire se trouve en définitive largement plébiscité et constitue la pierre angulaire du modèle juridique de l'an III. L'importance de ses fonctions apparaît dans un mémoire également anonyme reçu le 15 fructidor an III (1/09/1795). Pour son auteur, siéger

en soumettant toutes contestations qui ne seraient pas de la compétence du juge de paix à l'arbitrage simple, sauf l'appel devant les arbitres publics dans le cas où les parties l'auraient réservé. (...) Si un pareil mode d'administrer la justice était adopté, les justiciables ne pourraient pas se plaindre de l'éloignement des tribunaux puisqu'ils ne pourraient en aucun cas être traduits hors de l'arrondissement qui aurait été déterminé pour chaque tribunal (AN C227, mémoire n°69).

¹⁷ AN C 227, mémoire n°55.

¹⁸ AN C 228, mémoire n°174.

¹⁹ Pour l'officier de santé Lamalieu, *tous les délits ou crimes seraient soumis au jury composé d'un juré par chaque commune du canton, dont le juge de paix serait le président* (AN C 228, mémoire n°234).

²⁰ L'auteur d'un mémoire anonyme prévoit qu'il y aura dans chaque département un directoire du jury d'accusation. *Ce directoire sera formé de trois membres, élus par le peuple et pour deux ans. (...) Pour former le jury d'accusation, le Directoire présentera à chaque accusé une liste de 48 jurés pris dans le canton où aura été commis le délit. Sur cette liste, l'accusé aura le droit d'en exclure 24. Les 24 restants seront tirés au sort pour former un jury de 12 jurés* (AN C 229, mémoire anonyme n°306).

²¹ AN C 228, mémoire n°123.

²² AN C 229, mémoire anonyme n°306.

²³ *Les jurés d'accusation établis près de chaque tribunal de paix le seront en même temps de police correctionnelle, de manière qu'un citoyen ne puisse être arrêté que pour être jugé par ses pairs soit criminellement soit correctionnellement* (AN C 228, mémoire anonyme n°174).

²⁴ AN C 229, mémoire n°408.

comme juré est un titre d'honneur, c'est-à-dire une réputation de vertu. Aussi propose-t-il que cette nomination fût un grade pour parvenir à des emplois salariés par la nation, que dans les fêtes publiques, les élus marchassent ou fussent placés à la suite du corps municipal, que le titre de juré pût être pris dans les actes de famille comme étant un titre de vertu distinctive, qu'on y ajoutât le nombre des élections, comme : juré deux fois, trois fois élu²⁵.

Le discours de Boissy d'Anglas et l'abandon de la Constitution de 1793 comme fondement des lois organiques ne changera pas l'orientation des mémoires. La principale différence réside dans les nombreuses requêtes envoyées à la commission des Onze afin que le tribunal civil ne soit pas placé dans le chef-lieu du département et éviter ainsi une trop grande centralisation des institutions publiques. Le contraste entre la demande permanente d'un renforcement du modèle juridique populaire émanant des mémoires et l'adoption du tribunal civil départemental dans la Constitution de l'an III signifie-t-il que le modèle juridique républicain voté par les Thermidoriens se démarquait radicalement de celui défendu par les citoyens ? Je ne le crois pas. Si l'on excepte la question de l'établissement du tribunal civil et l'abandon de l'arbitre public, les convergences sont nombreuses. On retrouve la justice de paix, le double jury populaire et l'arbitrage. En matière pénale, la demande d'une juridiction intermédiaire est même rencontrée par la création de l'arrondissement judiciaire où se réunira désormais le jury d'accusation et où siègera le tribunal correctionnel.

La prédominance des convergences entre le projet de constitution rédigé par la commission des Onze et les mémoires des citoyens prend une tournure plus visible à propos du gouvernement des meilleurs. Comme nous le savons, la Constitution de l'an III a durablement été marquée par le rapport de Boissy d'Anglas sur la nécessité de constituer un gouvernement dirigé par les plus instruits et par les propriétaires²⁶. Si l'énoncé de cet objectif a suscité de nombreuses polémiques jusqu'à aujourd'hui, celles-ci n'apparaissent pas dans les mémoires, tout simplement parce que leurs auteurs réclament une justice administrée par des citoyens compétents c'est-à-dire instruits et propriétaires. Cette opinion qui concerne aussi bien les juges que les jurés est défendue dans l'ensemble des mémoires étudiés. Jérôme Pétion, un homme de loi de Chartres, résume le mieux ce sentiment général: *étant d'expérience certaine que chaque état demande des connaissances particulières, (...) que les fonctions de juge, par leur importance, exigent une connaissance, une habitude de réfléchir sur les lois, pour en faire une juste application; que pour se convaincre de la nécessité de ne prendre pour juges, que des personnes exercées dans la jurisprudence, il ne faut que faire attention à ce qui s'est passé à Paris dans le temps où on ne pouvait choisir les juges que dans les jurisconsultes, & à ce qui s'est passé depuis qu'on peut les prendre indistinctement dans tous les citoyens. A la première époque, on a vu nommer les Freteau, les Target, les Vermeil, les Pelletier, les Treilhard, & la justice était bien rendue. A la seconde, on a vu nommer des menuisiers, des perruquiers, & etc., honnêtes gens sans doute, mais très incapables de décider de l'honneur & de la fortune des citoyens, n'étant pas en état, sans conseil, de se conduire dans leurs affaires personnelles. Les juges ne pourront donc être choisis que dans les hommes de loi, avoués, & les pourvus de certificats de capacité en législation, ayant exercé pendant six ans.*²⁷

²⁵ AN C 229, mémoire n°418.

²⁶ La bibliographie relative au « gouvernement des meilleurs » de l'an III est vaste. Voir notamment : Bart Jean, Clère Jean-Jacques, Verpeaux Michel (dir.), *La Constitution de l'an III ou l'ordre républicain*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1998.

²⁷ AN C 228, mémoire n°209. Pour Théodose Cappé, homme de loi de la municipalité du Muret, les conditions de fortune et de capacité doivent également inclure les arbitres : *on devrait même exiger certaines conditions de fortune, de capacité, d'expérience et d'âge pour remplir les importantes fonctions d'arbitre public. L'expérience nous apprend tous les jours combien l'ignorance est préjudiciable à la société* (AN C 227, mémoire n°69). Voir

En conclusion, la lecture des mémoires permet de cerner les principes du modèle juridique républicain qui semblent prévaloir, à la fin de l'an III, auprès d'un certain nombre de Français. Il s'agit de défendre une justice populaire fondée sur la proximité et la participation de citoyens compétents, qu'ils soient juges élus, arbitres ou jurés²⁸. Si le modèle juridique républicain s'est construit à travers une réappropriation des principes et des institutions fondées en 1791, la reprise des débats constitutionnels en l'an III donne l'occasion de les approfondir et de les renforcer. De ce point de vue, les citoyens se sont montrés, dans les mémoires, plus ambitieux que leurs représentants à la Convention.

également : AN C 227, mémoire n°82 ; AN C 228, mémoires n°140, 148, 164 ; AN C 229, mémoires n°292, 299, 325, 353 et AN C 230, mémoire n°677.

²⁸ Parmi les 124 mémoires analysés, les critiques formulées à l'encontre du modèle juridique populaire apparaissent clairement minoritaires. La suppression du jury populaire n'est en effet réclamée que dans trois mémoires (AN C227, mémoires n°17 et 54 ; AN C229, mémoire n°315), celle de l'arbitrage dans deux mémoires (AN C228, mémoires 134 et 209) et celle de l'élection judiciaire dans un seul mémoire (AN C227, mémoire n°50). Dans le cas du jury, l'opposition n'est cependant que partielle dans la mesure où deux des trois mémoires proposent uniquement l'abolition du jury d'accusation. Celui-ci est considéré comme une institution inutile puisque les magistrats sont désormais élus.